



Tous droits réservés

RELATIONS INTERNATIONALES

FICHE 8 - Les personnes privées (ONG et entreprises multinationales) dans les Relations internationales

I.	Notions à connaître	2
II.	Éléments introductifs.....	2
III.	Les entreprises multinationales.....	3
A)	Aspects conceptuels	3
B)	La responsabilité internationale des entreprises multinationales en matière de droits de l'homme et d'environnement.....	4
IV.	L'organisation non gouvernementale.....	8
A)	Aspects conceptuels	8
B)	La stratégie des ONG	10

I. Notions à connaître

But lucratif, Entreprises multinationales, filiales, *Forum shopping*, Organisations non gouvernementales, due diligence responsabilité sociétale des entreprises, Soft Law,

II. Éléments introductifs

Il n'y a pas que les entités étatiques (États et organisations internationales) qui jouent un rôle important dans les relations internationales. Tandis que les entreprises multinationales mènent une action significative dans les relations économiques internationales, les organisations non gouvernementales exercent des actions non négligeables dans divers domaines.

Dans le secteur des investissements internationaux, les entreprises multinationales ont acquis une place tellement importante qu'elles sont parfois présentées comme ayant une puissance supérieure à celles de bien d'États. C'est en ce sens que ces entreprises acquièrent la personnalité juridique soit à travers les contrats d'État qu'elles négocient avec l'État d'accueil soit à travers les traités bilatéraux d'investissement négociés entre leur État d'origine et les États sur le territoire desquels elles mènent leurs activités. Mais il s'agit, selon le Professeur Matringe, d'une personnalité et d'une capacité juridiques dérivées et limitées qui ne valent que dans un cadre limité qui n'est pas opposable aux autres sujets de droit international.

Les ONG exercent elles aussi une action déterminante dans les relations internationales dans des domaines variés qui peuvent être humanitaires, culturels, scientifiques, etc. Leur étude soulève également les questions aussi diverses que celles afférentes à leur constitution, leurs champs et leurs stratégies d'action.

Il importe ainsi d'étudier successivement, à l'exception des individus, les entreprises multinationales (III) et les organisations non gouvernementales (IV).

III. Les entreprises multinationales

L'étude des entreprises multinationales suppose la présentation de quelques aspects conceptuels (A) ainsi que le régime de leur responsabilité en termes de protection des droits de l'homme (B).

A) Aspects conceptuels

Toute tentative de définition de ces entreprises suppose au préalable, l'évocation de la diversité des choix terminologiques. Sont utilisés pour qualifier les entreprises considérées de multinationales, les termes « firmes », « entreprises », « sociétés ». De même, on y ajoute indifféremment les qualificatifs « multinationales », « transnationales », « internationales » et plus rarement « mondiales ».

Les entreprises multinationales sont considérées comme « des entreprises qui sont propriétaires de plusieurs installations de production ou de service ou les contrôlent en dehors du pays dans lesquels elles sont basées. De telles entreprises ne sont pas toujours des sociétés anonymes ou des sociétés privées, il peut aussi s'agir de coopératives ou d'entités appartenant à l'État¹ ».

En **1977**, l'Institut de droit international a estimé que les entreprises multinationales constituent des « entreprises formées d'un centre de décision localisé dans un pays et de centres d'activité, dotés ou non de personnalité juridique propre, situés dans un ou plusieurs autres pays² ».

Quoiqu'il n'y ait pas de consensus sur la question, l'identification des entreprises multinationales passe par la détermination d'un ensemble de critères de la transnationalité. Il s'agit du nombre de filiales à l'étranger, de la composition du capital, de la part des exportations dans le chiffre d'affaires, de la nationalité des dirigeants de la société³ ».

¹ Rapport du Groupe de personnalités créé par les Nations Unies

² **Institut de droit international, 1977**

³ *Recherches sur les sociétés transnationales*, E/C.10/12, 1976 ; Daillier P., Pellet A., *Droit international public*, Paris, LGDJ, 2002.

L'étude des entreprises multinationales suppose également l'évocation d'une des conséquences juridiques de l'impact négatif important que génèrent leurs activités. Ces impacts peuvent être socio-environnementaux, sécuritaires, liés aux droits de l'homme. En ce sens, l'étude de ces entreprises soulève la problématique du droit qui leur est appliqué. Car si ces entreprises sont créées sur le fondement du droit interne d'un État, étant entendu qu'elles cherchent à optimiser des profits par des opérations menées à l'étranger, elles ont vocation à se soumettre aux réglementations correspondantes des États sur le territoire desquels elles exercent leurs activités.

En ce sens, « il n'existe aucune vraie réglementation internationale contraignante de leurs activités qui ferait peser sur elles des obligations internationales. (...) leur statut international est aujourd'hui particulièrement déséquilibré : beaucoup d'instruments internationaux leur reconnaissent des droits, notamment en matière d'investissement, très peu des obligations⁴. ». Les réglementations existantes et prévoyant des obligations dans les domaines socio-environnementaux et des droits de l'homme, ont généralement une valeur de recommandation. Ces instruments de *Soft Law* dépourvus de valeur contraignante constituent la base du mouvement de la responsabilité sociétale des entreprises.

Question : La question qui se pose est celle de savoir, à titre illustratif, quelle est la responsabilité de ces entreprises dans le domaine des droits de l'homme.

B) La responsabilité internationale des entreprises multinationales en matière de droits de l'homme et d'environnement

Compte tenu de la place importante des entreprises multinationales dans les relations économiques internationales, l'un des grands défis qu'elles posent constitue la question de leur soumission au droit. Plus spécifiquement, elles posent la question de la protection des droits de l'homme y compris des droits de l'environnement.

⁴Matringe Jean, *Cours d'introduction au droit international et Relations internationales*, Paris 1, 2016,

En l'absence de réglementations contraignantes, plusieurs instruments juridiques relevant de la Soft Law sont adoptés à l'attention de ces entreprises c'est le cas des **principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme** : mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations Unies. Ces principes directeurs commencent par rappeler le devoir des États de protéger les droits humains. En ce sens, ils relèvent que « *Les États ont l'obligation de protéger lorsque des tiers, y compris des entreprises, portent atteinte aux droits de l'homme sur leur territoire et/ou sous leur juridiction. Cela exige l'adoption de mesures appropriées pour empêcher ces atteintes, et lorsqu'elles se produisent, enquêter à leur sujet, en punir les auteurs, et les réparer par le biais de politiques, de lois, de règles et de procédures judiciaires* ».

Quant aux entreprises multinationales, non seulement ces principes relèvent qu'elles sont tenues de respecter les droits de l'homme, mais ils soulignent les instruments juridiques consacrant ces droits. Il s'agit des droits de l'homme internationalement reconnus « à savoir, au minimum, ceux figurant dans la Charte internationale des droits de l'homme et les principes concernant les droits fondamentaux énoncés dans la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail de l'Organisation internationale du Travail ». Concrètement, la responsabilité incombant aux entreprises, de toute nature, en termes de respect des droits de l'homme est traduite par le fait :

- a) Qu'elles évitent d'avoir des incidences négatives sur les droits de l'homme ou d'y contribuer par leurs propres activités, et qu'elles remédient à ces incidences lorsqu'elles se produisent ;
- b) Qu'elles s'efforcent de prévenir ou d'atténuer les incidences négatives sur les droits de l'homme qui sont directement liées à leurs activités, produits ou services par leurs relations commerciales, même si elles n'ont pas contribué à ces incidences.

Afin de s'acquitter de leur responsabilité en matière de respect des droits de l'homme, les entreprises doivent avoir mis en place des politiques et des procédures en rapport avec leur taille et leurs particularités, y compris :

- a) L'engagement politique de s'acquitter de leur responsabilité en matière de respect des droits de l'homme ;
- b) Une procédure de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme pour identifier leurs incidences sur les droits de l'homme, prévenir ces

incidences et en atténuer les effets, et rendre compte de la manière dont elles y remédient ;

- c) Des procédures permettant de remédier à toutes les incidences négatives sur les droits de l'homme qu'elles peuvent avoir ou auxquelles elles contribuent.

Question : La question qui se pose est celle de savoir quel est l'objectif de cette diligence raisonnable.

La diligence raisonnable en matière de droits de l'homme vise les incidences négatives sur les droits de l'homme que l'entreprise peut avoir ou auxquelles elle peut contribuer par le biais de ses propres activités, ou qui peuvent découler directement de ses activités, produits ou services par ses relations commerciales. Elle doit ainsi s'exercer en permanence, étant donné que les risques en matière de droits de l'homme peuvent changer à terme au fur et à mesure de l'évolution des activités et du cadre de fonctionnement de l'entreprise commerciale. L'une des exigences principales de cette diligence consiste en ce que, **lorsque les entreprises déterminent qu'elles ont eu des incidences négatives, ou y ont contribué, elles devraient prévoir des mesures de réparation ou collaborer à leur mise en œuvre suivant des procédures légitimes.**

Dans le même sens, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales soulignent que les entreprises devraient non seulement contribuer aux progrès économiques, sociaux et environnementaux en vue de réaliser un développement durable, mais surtout respecter les droits de l'homme des personnes affectées par leurs activités, en conformité avec les obligations et les engagements internationaux du gouvernement du pays d'accueil. Ces principes rappellent également l'obligation des entreprises de « *S'abstenir de toute ingérence induite dans les activités politiques locales* ».

En droit français, l'une des grandes avancées en matière d'encadrement des entreprises multinationales est traduite par l'adoption de la **Loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre**. Suivant l'**article L. 225-102-4 du code de commerce** (inséré par la **Loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre**) :

- « Toute société qui emploie, à la clôture de deux exercices consécutifs, au moins cinq mille salariés en son sein et dans ses filiales directes ou indirectes dont le siège social est fixé sur le territoire français, ou au moins dix mille salariés en son sein et dans ses filiales directes ou indirectes dont le siège social est fixé sur le territoire français ou à l'étranger, établit et met en œuvre de manière effective un plan de vigilance.
- Les filiales ou sociétés contrôlées qui dépassent les seuils mentionnés au premier alinéa sont réputées satisfaire aux obligations prévues au présent article dès lors que la société qui les contrôle, au sens de l'**article L. 233-3**, établit et met en œuvre un plan de vigilance relatif à l'activité de la société et de l'ensemble des filiales ou sociétés qu'elle contrôle.
- En vertu du **principe II**, « Lorsqu'une société mise en demeure de respecter les obligations prévues au I n'y satisfait pas dans un délai de trois mois à compter de la mise en demeure, la juridiction compétente peut, à la demande de toute personne justifiant d'un intérêt à agir, lui enjoindre, le cas échéant sous astreinte, de les respecter ».

Question : La question qui se pose est celle de savoir ce que prévoit le plan de vigilance consacré par la loi du **27 mars 2017**.

- Le plan comporte les mesures de vigilance raisonnable propres à identifier les risques et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement, résultant des activités de la société et de celles des sociétés qu'elle contrôle au sens du **II de l'article L. 233-16**, directement ou indirectement, ainsi que des activités des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, lorsque ces activités sont rattachées à cette relation.
- Le plan a vocation à être élaboré en association avec les parties prenantes de la société, le cas échéant dans le cadre d'initiatives pluripartites au sein de filières ou à l'échelle territoriale. Il comprend les mesures suivantes :
 1. Une cartographie des risques destinée à leur identification, leur analyse et leur hiérarchisation ;

2. Des procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous- traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, au regard de la cartographie des risques ;
3. Des actions adaptées d'atténuation des risques ou de prévention des atteintes graves ;
4. Un mécanisme d'alerte et de recueil des signalements relatifs à l'existence ou à la réalisation des risques, établi en concertation avec les organisations syndicales représentatives dans ladite société ;
5. Un dispositif de suivi des mesures mises en œuvre et d'évaluation de leur efficacité.

Question : Qu'en est-il des organisations non gouvernementales qui jouent également un rôle déterminant dans les relations internationales ?

IV. L'organisation non gouvernementale

Contrairement aux entreprises multinationales, les organisations non gouvernementales obéissent à des logiques différentes. Cette différence s'apprécie conceptuellement (A) et du point de vue des stratégies utilisées par les ONG (B).

A) Aspects conceptuels

Les organisations non gouvernementales jouent un rôle important dans les relations internationales. Mais avant de relever leurs actions dans ces relations, convient-il de relever qu'une ONG est une « entité créée par une initiative privée –ou mixte –à l'exclusion de tout accord intergouvernemental, regroupant des personnes privées ou publiques, physiques ou morales, de nationalités diverses⁵ ». Ce qualificatif d'ONG internationale repose sur la réunion de deux critères essentiels. Le premier vient de ce que l'ONG doit regrouper en tant qu'adhérent direct des personnes physiques ou

⁵Daillier P., Pellet A., *Droit international public*, Paris, LGDJ, 2002, p.684

morales de nationalités diverses. Le second repose sur le fait que ces adhérents doivent être soumis au lien associatif sur une base purement volontaire.

Telles sont des raisons pour lesquelles l'ONG est définie comme « comme une association volontaire de personnes privées, éventuellement avec des personnes publiques, de nationalités différentes créées par une initiative privée ou mixte sans accord intergouvernemental, mais au moyen d'un acte de droit interne⁶ ».

La question qui se pose est ainsi celle de savoir, quelles différences il existe entre l'entreprise multinationale et l'organisation non gouvernementale. La distinction entre entreprises multinationales et ONG repose sur leur finalité. Les ONG ne poursuivent pas un but lucratif, contrairement aux entreprises multinationales. Elles (ONG) tentent « *d'infléchir ou de corriger l'action des sujets du droit international, en principe par une action étendue à plusieurs États* ». Elles poursuivent des buts divers qui peuvent être :

- Humanitaire : le CICR, Amnesty International,
- Scientifique : l'Institut du droit international, l'International Law Association, Comité maritime international, le mouvement « Pugwash », etc.
- Sportif : le Comité olympique international
- Écologique : Greenpeace
- Religieux : les Conseils œcuméniques des églises,
- Politique : les Fédérations socialistes, libérales, communistes

Elles n'ont ainsi pas de but lucratif. Il n'en va pas de même pour les entreprises multinationales. Les organisations non gouvernementales concourent significativement à mettre en exergue les individus dans le système international. Cela se manifeste par l'action des ONG dans la lutte pour la promotion et le respect des droits de l'homme, l'assistance humanitaire, la protection de l'environnement, la contestation de la mondialisation pour l'assistance humanitaire. Le professeur Matringe relève en ce sens l'action des sociétés anti-esclavagistes qui ont permis

⁶Matringe Jean, Cours d'introduction au droit international et aux Relations internationales, Paris 1, 2016, § 350.

l'abolition de la traite au XIXe siècle. De même, « certaines ONG sont invitées à participer à certains travaux d'organisations internationales ou à y être observateurs, mais sans pouvoir de décision ni vrai statut juridique international ».

Question : Qu'en est-il des modes d'action des ONG ?

B) La stratégie des ONG

En considération de la diversité de leurs domaines d'intervention dans les relations internationales, les Organisations non gouvernementales peuvent adopter deux types de stratégies. Elles mènent une action politique et une action juridique.

La première reposant sur **une action politique** consiste à dénoncer le système et à alerter l'opinion publique sur telle ou telle question de gouvernance.

Il est établi que « L'idée gouvernant cette stratégie est de compenser leur faible place dans le système économique, juridique et diplomatique international ou global pour se placer dans un autre champ, celui des médias ou de la rue, seuls endroits où leur voie peut être entendu⁷ ». À titre d'exemple, les manifestations des ONG ont contribué à l'échec des négociations multilatérales tenues sous l'égide de l'OMC notamment à Seattle. Les ONG ont contribué de manière significative à la protection de l'environnement et des droits humains à travers le mécanisme de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

Les ONG peuvent également mener une **action juridique**. En ce sens, elles participent à la production des normes juridiques. De manière spécifique, elles concourent à la production du droit international, elles influencent le développement du droit de l'environnement, du droit pénal international à travers leur concours aux négociations du Statut de Rome sur la Cour pénale internationale.

Dans le même sens, elles peuvent être admises à participer aux travaux des conférences internationales ou des organisations internationales, pouvant même parfois être à l'origine de conférences et conventions internationales. Elles peuvent également faire du lobbying auprès des États et organisations internationales ainsi que des opérateurs économiques privés. Elles exercent également un rôle dans le

⁷Ibid.

fonctionnement des juridictions nationales et internationales où elles peuvent être entendues⁸.

⁸*ibid.*